ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 21 février 1975, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des candidats officiers-médecins, -pharmaciens, -dentistes et -vétérinaires de carrière", a donné le 24 mars 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e februari 1975 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving, de opleiding en de bevordering van de kandidaat-beroepsofficieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen", heeft de 24e maart 1975 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1° Si la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie entre en vigueur avant l'entrée en vigueur du projet, il y aura lieu d'adapter l'alinéa 2 du préambule en tenant compte des modifications apportées à la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve par la loi du 27 décembre 1973.

2° Il convient d'ajouter, après l'alinéa 4 du préambule, l'alinéa suivant :

"Vu la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le § 2 devrait faire l'objet du § 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

§ 1er. L'Ecole royale du service de santé comprend l'Ecole d'officiers du service de santé et l'Ecole d'application du service de santé.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale détermine les règles relatives au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires. L'exécution de ces dispositions est assurée

.../...

par le commandant de l'Ecole royale du service de santé sous l'autorité du chef du service de santé interforces".

Article 2.

L'article 2 établit une pluralité de compétences et des délégations successives dont il n'est d'ailleurs pas possible de déterminer les limites précises ni l'enchaînement.

Pareil procédé n'est pas compatible avec le principe de la responsabilité ministérielle.

Il appartient au Ministre de prendre la décision dans la mesure où le Roi lui a délégué ce pouvoir. C'est donc le Ministre qui doit établir les normes en la matière en s'entourant éventuellement des avis des autorités visées à cet article. La rédaction de cet article devrait être revue en conséquence.

Article 3.

Pour plus de clarté, la rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 3.-

Des professeurs civils peuvent être engagés afin de donner aux candidats officiers élèves de l'Ecole royale du service de santé des cours de langue néerlandaise ou française. Il sont nommés par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Les professeurs civils qui donnent les cours de langue en cumul avec leurs fonctions normales, perçoivent par heure de cours une allocation égale à 1/1000e du traitement minimum de l'échelle du traitement des professeurs de cours généraux des athénées et lycées royaux.

Cette allocation est soumise au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

L'allocation est liquidée sur présentation d'un mémoire justificatif dûment approuvé par le commandant de l'Ecole royale du service de santé".

Article 4.

Au § 2, il y a lieu d'écrire : "Ces nombres sont portés à la connaissance des intéressés par un avis publié au Moniteur belge; cet avis ...".

Article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

§ 1er. Pour être admis à l'Ecole d'officiers du service de santé, le candidat doit :

1° réussir le concours d'admission;

2° justifier de l'inscription aux cours dans une université belge, conformément à l'article 15.

.../...

§ 2. Pour réussir le concours d'admission à la première année de l'Ecole d'officiers du service de santé, le candidat doit : (la suite comme au projet à l'exception du 3° qui doit être omis).

§ 3. Texte du § 2 du projet".

Article 6.

La dernière phrase du § 1er devrait être rédigée comme suit :

"Les candidats participent à ce concours à l'Ecole royale militaire ...".

Article 7.

Cet article devrait être complété par une disposition qui s'inspirerait de l'article 4, paragraphe 2, du projet relatif à l'appel aux candidats.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Lorsque le nombre d'élèves d'une promotion de l'Ecole d'officiers du service de santé n'atteint pas, au moment de l'admission des candidats en deuxième ou en troisième année, celui qui est fixé pour cette promotion en vertu de l'article 4, § 1er, ce nombre peut être complété par la voie d'un concours entre les étudiants qui se portent candidat et qui se trouvent ... .

.../...

Le nombre de candidats à recruter pour chaque régime linguistique et pour chaque année de l'Ecole ainsi que le programme du concours d'admission, les dates auxquelles auront lieu les différentes épreuves et la date limite des inscriptions sont repris dans un avis publié au Moniteur belge".

Article 8.

§ 2. Il va de soi que le règlement particulier visé à ce paragraphe ne pourra être pris que par arrêté ministériel.

Pour éviter toute équivoque à ce sujet, le texte suivant est proposé :

"§ 2. Un règlement particulier arrêté par le Ministre de la Défense nationale règle l'organisation et les conditions de réussite aux épreuves d'aptitude physique ".

Le § 3, n'a pas tenu compte de la modification apportée à la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée par la loi du 13 novembre 1974 qui prévoit aussi une épreuve sur la langue allemande.

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement, est proposé :

"§ 3. La matière du concours d'admission à la deuxième ou à la troisième année de l'Ecole d'officiers du service de santé est celle des épreuves prévues à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée".

.../...

Article 9.

L'article 9 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Lorsque les besoins de l'encadrement des forces armées le nécessitent, il est procédé à un recrutement spécial.

Dans ce cas, le Ministre de la Défense nationale fixe, pour chaque régime linguistique, le nombre de candidats officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires à recruter par voie de concours.

Ces nombres, ainsi que le programme du concours d'admission, les dates auxquelles auront lieu les différentes épreuves et la date limite des inscriptions sont repris dans un avis publié au Moniteur belge".

Article 10.

Le § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Pour pouvoir participer au concours d'admission en vue du recrutement spécial prévu à l'article 9, le candidat doit :

1° être porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement, de pharmacien, de licencié en sciences dentaires ou de docteur en médecine vétérinaire ;

2° (1° du projet);

3° (2° du projet)".

.../...

Article 11.

§ 1er. Pour les raisons exposées au sujet de l'article 8, § 3, le § 1er devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. La matière du concours d'admission est celle des épreuves prévues à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée".

Au § 2, les mots "par le recrutement spécial" doivent être omis.

Article 12.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 12.-

Les candidats qui sont admis à la formation d'officier médecin, pharmacien, dentiste ou vétérinaire portent le titre de candidat officier médecin, pharmacien, dentiste ou vétérinaire de carrière, à partir du jour de leur admission à cette formation".

*

L'intitulé du chapitre III, doit être rédigé comme suit : "Chapitre III - La formation".

*

.../...

Article 14.

Il est proposé de faire des deuxième et troisième phrases de cet article des alinéas distincts, lesquels pourraient être rédigés comme suit :

"Cette formation, dont l'organisation et le programme font l'objet d'un règlement particulier arrêté par le Ministre, doit permettre de juger si les candidats possèdent les qualités physiques, morales et caractérielles indispensables à l'état d'officier.

A la fin de cette formation et par dérogation aux prescriptions réglementaires concernant les engagements et rengagements, le Ministre de la Défense nationale résilie l'engagement d'office, soit à la demande du candidat, soit, si celui-ci ne donne pas satisfaction, sur proposition motivée du commandant de l'Ecole".

Article 15.

Il n'appartient pas au Roi de permettre au Ministre de déterminer les institutions dans lesquelles les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé devront suivre les cours, ni d'ailleurs d'opérer lui-même cette sélection.

Pareille disposition pourrait avoir pour effet de porter atteinte aux libertés garanties par la Constitution.

Par ailleurs, ce système pourrait rendre difficile l'application de l'article 7.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-

Les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé suivent les cours dans une université belge ou dans un établissement y assimilé".

Article 16.

Si l'intention du Gouvernement est de ne donner que les cours sur les langues prévues dans la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, il y a lieu de le préciser dans le texte.

Article 17.

Le § 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé ne seront admis à l'Ecole d'application du service de santé qu'après avoir obtenu le grade légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchement, de pharmacien, de licencié en sciences dentaires ou de docteur en médecine vétérinaire".

§ 2. Au deuxième alinéa, il y a lieu de compléter les mots "dans un règlement particulier" par les mots "arrêté par le Ministre de la Défense nationale".

.../...

Au troisième alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "des matières spécifiées ci-dessus" par les mots "des matières qui figurent au programme de l'Ecole".

Le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement, est proposé pour le § 3. :

"§ 3. Le Ministre de la Défense nationale désigne le président et les membres du jury pour l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé.

Pour les examens professionnels, le président du jury sera un officier supérieur médecin".

*

L'intitulé de la section 2 du chapitre III, doit être rédigé comme suit : "Les candidats issus du recrutement spécial" et dans la version néerlandaise il y a lieu de remplacer le mot "van" par le mot "uit".

*

Article 18.

Au liminaire, les mots "les candidats du recrutement spécial" doivent être remplacés par les mots "les candidats issus du recrutement spécial" et, dans la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer le mot "van" par le mot "uit". La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

.../...

Article 19.

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. ... le même jour et en principe au début de l'année académique suivante".

Article 20.

A l'alinéa 1er, les mots "entre eux" paraissent pléonastiques. Cette observation vaut aussi pour d'autres articles du projet.

A l'alinéa 2, le texte suivant, qui a reçu l'accord du délégué du Gouvernement, est proposé :

"Pour ce classement, le Ministre tient compte du classement au concours d'admission ainsi que de l'aptitude militaire du candidat, de ses résultats aux examens universitaires et à l'examen linguistique prévu à l'article 19, § 1er".

A l'alinéa 3 du texte français, il y a lieu de remplacer les mots "en tout cas" par les mots "dans tous les cas".

Cet article, divisé en alinéas, ne l'est pas de la même manière dans le texte français et dans le texte néerlandais; il y a lieu d'assurer pour les deux textes une présentation uniforme.

Article 23.

A l'alinéa 3, les mots "volgens door hem vast te stellen regelen" n'ont pas de correspondant dans le texte français.

Article 25.

A l'alinéa 2 les mots "à doubler" doivent être remplacés par les mots "à recommencer une année d'études". Cette observation vaut également pour l'article 27, § 1er.

Article 27.

La rédaction du § 1er n'est pas claire. Il s'indiquerait de la revoir.

Article 28.

A cet article, les mots "en cours" doivent être supprimés et les mots "par un acte additionnel" sont superflus.

Article 29.

Au § 1er, alinéa 1er, les mots "dont il est question" devraient être remplacés par le mot "prévu".

§ 2. La phrase "En attendant il est affecté provisoirement à une unité de service de santé" doit être remplacée par "Il est affecté provisoirement à une unité du service de santé".

Article 30.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 30.-

Le grade dont sont revêtus les élèves de l'Ecole royale du service de santé est complété par une des mentions

suivantes : élève-médecin, élève-pharmacien, élève-dentiste ou élève-vétérinaire".

Article 31.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 31.-

L'inscription aux cours universitaires, la présence à ces cours, l'inscription et la participation aux examens universitaires, sont soumises au contrôle du commandant de l'Ecole royale du service de santé".

Article 32.

§ 1er. Afin de le mettre en concordance avec le chapitre II de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, ce paragraphe devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. L'élève dont le travail est insuffisant enfreint la discipline.

Les punitions disciplinaires sont infligées par le commandant de l'Ecole royale du service de santé et sont effacées du feuillet de punitions à la sortie de l'Ecole".

Article 34.

Cet article concerne l'abrogatoire. Pour éviter toute erreur d'interprétation, l'arrêté en projet devrait indiquer aussi celles des dispositions des arrêtés ci-après qui doivent être abrogées :

.../...

1° l'arrêté ministériel du 21 février 1951 relatif aux épreuves d'admission des candidats de l'Ecole d'officiers du service de santé, modifié par les arrêtés ministériels des 23 juillet 1951, 5 septembre 1952, 21 mars 1953 et 21 décembre 1956;

2° l'arrêté ministériel du 21 février 1951 relatif à l'avancement dans les cadres subalternes des candidats officiers des cadres actifs du service de santé, modifié par les arrêtés ministériels des 5 juin 1951 et 17 octobre 1953;

3° l'arrêté ministériel du 21 février 1951 relatif à l'épreuve d'aptitude aux grades de sous-lieutenant médecin et de sous-lieutenant pharmacien des cadres actifs, modifié par l'arrêté ministériel du 17 octobre 1953.

Article 35.

L'intention du Gouvernement est de faire entrer en vigueur l'arrêté en projet soit en juillet 1975, soit en janvier 1976.

Il y a donc lieu de rédiger cet article comme suit:

"Article 35.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

.../...

OBSERVATION FINALE.

Il conviendrait que le Gouvernement prévoie des dispositions transitoires en ce qui concerne les élèves qui sont actuellement soumis à la réglementation dont le projet prévoit l'abrogation.

AANHEF.

1° Als de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het Rijkswachtpersoneel van het actief kader vóór het onderhavige ontwerp in werking treedt, behoort het tweede lid van de aanhef te worden aangepast met inachtneming van de wijzigingen welke die wet aanbrengt in de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

2° Na het vierde lid van de aanhef moet het volgende lid worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Paragraaf 2 zou paragraaf 1 moeten worden.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

§ 1. De Koninklijke School van de gezondheidsdienst omvat de School voor officieren van de gezondheidsdienst en de Applicatieschool van de gezondheidsdienst.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt de regels inzake werving en opleiding van de kandidaat-

.../...

officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen. Voor de uitvoering van die bepalingen zorgt de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst onder het gezag van de chef van de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen".

Artikel 2.

In artikel 2 wordt een veelheid van bevoegdheden vastgesteld en worden deze trapsgewijze gedelegeerd, zonder dat overigens uit te maken valt waar juist hun grenzen liggen en hoe ze op elkaar volgen.

Een zodanige werkwijze is niet overeen te brengen met het beginsel van de ministeriële verantwoordelijkheid.

Het is zaak van de Minister de beslissing te nemen in de mate waarin de Koning hem de bevoegdheid daartoe heeft opgedragen. De Minister is het dus die de normen ter zake moet vaststellen, eventueel na het advies van de in het artikel genoemde overheden te hebben ingewonnen. De redactie van dit artikel zou dienovereenkomstig moeten worden herzien.

Artikel 3.

Duidelijkheidshalve redigere men dit artikel als volgt :

.../...

"Artikel 3.-

Burgerleraars kunnen worden aangeworven om aan de kandidaat-officieren, leerlingen van de Koninklijke School voor de gezondheidsdienst, Nederlandse of Franse taalcursussen te geven. Zij worden door de Minister van Landsverdediging benoemd.

De burgerleraars die de taalcursussen geven in cumulatie met hun normale ambtsbezigheden, ontvangen per lesuur een toelage die gelijk is aan 1/1000e van de minimumwedde van de weddeschaal van de leraars algemene vakken aan de koninklijke athenea en lycea.

Voor die toelage geldt de mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der ministeries.

De toelage wordt vereffend op overlegging van een verantwoordingsstuk dat naar behoren is goedgekeurd door de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst".

Artikel 4.

In § 2 dient te worden gelezen : "Die getallen worden ter kennis van belanghebbenden gebracht door een bericht dat in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt; dat bericht vermeldt bovendien ...".

.../...

Artikel 5.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

§ 1. Om tot de School voor officieren van de gezondheidsdienst te worden toegelaten moet de kandidaat :

1° slagen voor het vergelijkend toelatingsexamen;

2° het bewijs leveren van de inschrijving voor cursussen aan een Belgische universiteit, overeenkomstig artikel 15.

§ 2. Om te slagen voor het vergelijkend examen voor toelating tot het eerste jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst moet de kandidaat : (voorts zoals in het ontwerp, met uitzondering van de tekst onder 3°, die moet vervallen).

§ 3. (Tekst van § 2 van het ontwerp)".

Artikel 6.

De laatste volzin van § 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De kandidaten leggen dat vergelijkend examen af in de Koninklijke Militaire School ...".

.../...

Artikel 7.

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met een bepaling naar het voorbeeld van artikel 4, § 2, van het ontwerp, betreffende de oproep tot gegadigden.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

Wanneer het aantal leerlingen van een promotie van de School voor officieren van de gezondheidsdienst op het tijdstip van de toelating van de kandidaten tot het tweede of tot het derde jaar niet het getal bereikt dat voor die promotie is vastgesteld krachtens artikel 4, § 1, mag het worden aangevuld door middel van een vergelijkend examen onder de studenten die zich kandidaat stellen en voldoen aan de voorwaarden om hun universitaire studie voort te zetten ...

Een bericht in het Belgisch Staatsblad vermeldt het getal van de kandidaten die voor elk taalstelsel en voor ieder jaar van de School zullen worden aangeworven, alsook het programma van het vergelijkend toelatingsexamen, de data waarop de verschillende examengedeelten plaatshebben en de uiterste inschrijvingsdatum".

Artikel 8.

§ 2. Het spreekt vanzelf dat het hier bedoelde bijzonder reglement alleen bij ministerieel besluit kan worden vastgesteld.

.../...

Opdat geen misverstand kan ontstaan wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"§ 2. Een door de Minister van Landsverdediging vastgesteld bijzonder reglement regelt de organisatie van en de voorwaarden tot slagen voor de proeven van lichamelijke geschiktheid".

In § 3 is geen rekening gehouden met de wijziging die in de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger is aangebracht door de wet van 13 november 1974, die ook voorziet in een examen over de kennis van de Duitse taal.

De volgende tekst, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd, wordt voorgesteld :

"§ 3. De stof van het vergelijkend examen voor toelating tot het tweede of tot het derde jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst is die van de examens die zijn voorgeschreven in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger".

Artikel 9.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

Wanneer het voor de kaderbehoeften van de krijgsmacht noodzakelijk is heeft een bijzondere werving plaats.

.../...

In dat geval bepaalt de Minister van Landsverdediging voor ieder taalstelsel het getal der bij vergelijkend examen aan te werven kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen.

Een bericht in het Belgisch Staatsblad vermeldt het getal van de aan te werven kandidaten, de data waarop de verschillende examengedeelten plaatshebben en de uiterste inschrijvingsdatum".

Artikel 10.

Paragraaf 1 zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. Om het vergelijkend toelatingsexamen met het oog op de in artikel 9 bedoelde bijzondere werving te mogen afleggen moet de kandidaat :

1° houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker, van licentiaat in de tandheelkunde of van doctor in de veeartsenijkunde;

2° (1° van het ontwerp);

3° (2° van het ontwerp)".

Artikel 11.

§ 1. Om de redenen die zijn opgegeven in verband met artikel 8, § 3, zou § 1 als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"§ 1. De stof van het vergelijkend toelatingsexamen is die van de examens die zijn voorgeschreven in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger".

In § 2 moeten de woorden "van de bijzondere werving" vervallen.

Artikel 12.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-

De kandidaten die tot de opleiding van officier-geneesheer, -apotheker, -tandarts of -dierenarts zijn toegelaten, voeren de titel van kandidaat-beroepsofficier-geneesheer, -apotheker, -tandarts of -dierenarts, vanaf de dag dat zij tot die opleiding zijn toegelaten".

*

Het opschrift van hoofdstuk III moet in de Franse tekst luiden : "Chapitre III - La formation".

*

Artikel 14.

Voorgesteld wordt, van de tweede en de derde volzin van dit artikel afzonderlijke leden te maken, die als volgt kunnen worden geredigeerd :

.../...

"Deze opleiding, waarvan de organisatie en het programma in een door de Minister vastgesteld bijzonder reglement worden bepaald, moet het mogelijk maken na te gaan of de kandidaten de voor de staat van officier onontbeerlijke lichamelijke, zedelijke en karaktereigenschappen bezitten.

Op het einde van die opleiding en in afwijking van de verordeningsbepalingen inzake dienstnemingen en wederdienstnemingen, beëindigt de Minister van Landsverdediging ambtshalve de dienstverbintenis, hetzij op verzoek van de kandidaat, hetzij, indien deze geen voldoening geeft, op een met redenen omkleed voorstel van de commandant van de School".

Artikel 15.

De Koning kan de Minister niet toestaan te bepalen in welke inrichtingen de leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst de cursussen moeten volgen, en kan trouwens zelf die keuze niet doen.

Een zodanige bepaling zou tot gevolg kunnen hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de door de Grondwet gewaarborgde vrijheden.

Die regeling zou trouwens de toepassing van artikel 7 kunnen bemoeilijken.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

De leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst volgen de cursussen aan een Belgische universiteit of aan een daarmee gelijkgestelde inrichting".

Artikel 16.

Bedoelt de Regering dat alleen de taalcursussen gegeven worden die voorgeschreven zijn in de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, dan moet dat in de tekst nader worden bepaald.

Artikel 17.

Paragraaf 1 van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst worden tot de Applicatieschool van de gezondheidsdienst eerst toegelaten nadat zij de wettelijke graad van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker, van licentiaat in de tandheelkunde of van doctor in de veeartsenijkunde hebben behaald".

§ 2. In het tweede lid moet worden gelezen : "... waarvan het programma in een door de Minister van Landsverdediging vastgesteld bijzonder reglement wordt bepaald ...".

.../...

In het derde lid vervange men onder 2° de woorden "op voornoemde stof" door de woorden "op de stof die op het programma van de School voorkomt".

De volgende tekst, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd, wordt voorgesteld voor § 3 :

"§ 3. De Minister van Landsverdediging wijst de voorzitter en de leden van de examencommissie voor het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst aan".

Voor de beroepsexamens is een hoofdofficier-geneesheer voorzitter van de examencommissie".

*

Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk III moet als volgt luiden : "De kandidaten uit de bijzondere werving". In de Franse tekst van het opschrift moet het woord "issus" worden ingevoegd na "candidats".

*

Artikel 18.

In de inleidende volzin moet worden gelezen : "... kandidaten uit de bijzondere werving ..."; in de Franse versie moet het woord "issus" worden ingevoegd na "candidats". Deze opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

.../...

Artikel 19.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. De leerlingen van een zelfde promotie ... worden op dezelfde dag, in beginsel bij het begin van het volgende academisch jaar, in de graad van onderluitenant aangesteld".

Artikel 20.

In het eerste lid lijkt het woord "onderling" overtollig. Deze opmerking geldt ook voor andere artikelen van het ontwerp.

Voor de tweede volzin van het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld, waarmede de gemachtigde van de Regering heeft ingestemd :

"Voor die rangschikking houdt de Minister rekening met de rangschikking bij het vergelijkend toelatingsexamen, alsook met de militaire geschiktheid van de kandidaat en met de uitslag van zijn universitaire examens en van het taalexamen bedoeld in artikel 19, § 1".

In het derde lid van de Franse tekst vervange men de woorden "En tout cas" door "Dans tous les cas".

.../...

Dit artikel is niet op dezelfde wijze in alinea's verdeeld in de Nederlandse en de Franse versie. Beide teksten moeten op gelijke wijze worden ingedeeld.

Artikel 23.

In het derde lid staat in de Franse tekst geen equivalent voor de woorden "volgens door hem vast te stellen regelen".

Artikel 25.

In het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "à doubler" worden vervangen door "à recommencer une année d'études". Deze opmerking geldt ook voor artikel 27, § 1.

Artikel 27.

Paragraaf 1 is niet duidelijk gesteld. De redactie zou moeten worden herzien.

Artikel 28.

In dit artikel moet het woord "lopende" worden geschrapt; de woorden "door een bijkomende akte" zijn overbodig.

.../...

Artikel 29.

In § 1, eerste lid, vervange men de woorden "waarvan sprake" door "voorgeschreven".

§ 2. De volzin "In afwachting wordt hij voorlopig aangewezen voor een eenheid van de gezondheidsdienst" moet worden vervangen door : "Hij wordt voorlopig aangewezen voor een eenheid van de gezondheidsdienst".

Artikel 30.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 30.-

Aan de graad waarmee de leerlingen van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst bekleed zijn, wordt een van de volgende vermeldingen toegevoegd : leerling-geneesheer, leerling-apotheker, leerling-tandarts of leerling-dierenarts".

Artikel 31.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 31.-

De inschrijving voor en het bijwonen van de universitaire cursussen alsook de inschrijving voor en

.../...

het afleggen van de universitaire examens zijn onderworpen aan de controle van de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst".

Artikel 32.

§ 1. Ter overeenstemming met titel II, hoofdstuk II, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, wordt voorgesteld deze paragraaf als volgt te lezen :

"§ 1. De leerling wiens werk onvoldoende is, overtreedt de regelen van de tucht.

De tuchtstraffen worden opgelegd door de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst en worden in het strafblad geschrapt bij het verlaten van de School".

Artikel 34.

Dit artikel betreft de opheffing. Opdat geen verkeerde interpretatie kan worden gegeven, zou het ontwerp-besluit ook de bepalingen moeten vermelden die in de hiernavermelde besluiten moeten worden opgeheven :

1° het ministerieel besluit van 21 februari 1951 betreffende de toelatingsproeven der kandidaten voor de

.../...

School voor officieren van de gezondheidsdienst, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 juli 1951, 5 september 1952, 21 maart 1953 en 21 december 1956;

2° het ministerieel besluit van 21 februari 1951 betreffende de bevordering in het lager kader van de kandidaat-officieren van het actief kader van de gezondheidsdienst, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 5 juni 1951 en 17 oktober 1953;

3° het ministerieel besluit van 21 februari 1951 betreffende de bekwaamheidsproef voor de graden van onderluitenant-geneesheer en van onderluitenant-apotheker van het actief kader, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 oktober 1953.

Artikel 35.

De Regering wil het ontwerp-besluit in werking doen treden hetzij in juli 1975, hetzij in januari 1976.

Het artikel moet derhalve als volgt worden gelezen :

"Artikel 35.-
Dit besluit treedt in werking op ...".

.../...

SLOTOPMERKING.

De Regering zou overgangsbepalingen moeten vaststellen voor de leerlingen die thans onderworpen zijn aan de reglementering welke het ontwerp opheft.

---

a chambre était composée de

essieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
e Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

adame : J. TRUYENS, greffier.
evrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

E GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.